

Gestion des Connaissances et Apprentissage sectoriel en matière d'Eau potable, Hygiène et Assainissement en Mauritanie



Une enquête menée auprès d'acteurs du secteur AEPHA révèle que la gestion des connaissances ainsi que l'apprentissage sectoriel ne sont pas structurés en Mauritanie. Cette faiblesse tient à une combinaison de facteurs, notamment l'absence de stratégie, de personnel qualifié et à une inadéquation entre l'offre et la demande d'information. Cependant, l'existence de réseaux et de communautés de pratique, ainsi que des systèmes de collecte et de diffusion de l'information constituent des opportunités à saisir.

INTRODUCTION

Générer, collecter, mettre à profit et partager les connaissances organisationnelles en matière d'eau et d'assainissement sont des éléments cruciaux pour améliorer la qualité, l'équité et la durabilité des services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène. Pour garantir à tous et toutes l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, il faut que les gouvernements et les acteurs du secteur fondent leurs décisions et leurs actions sur les meilleures informations disponibles pour garantir les meilleurs résultats, aussi efficacement que possible.

Le partenariat UNICEF-IRC (2015-2017) vise à soutenir 11 pays d'Afrique centrale et occidentale (ACO) dans leurs projets de gestion des connaissances et d'apprentissage sectoriel, afin d'assurer que les enseignements soient diffusés et mis à profit dans la fourniture de services d'eau potable et d'assainissement durables et équitables. Le partenariat vise également à renforcer les capacités organisationnelles au niveau régional pour faciliter les échanges d'informations sur l'AEPHA en entre pays d'ACO.

La première composante de ce partenariat est l'évaluation des capacités de GC et d'AS dans la région. Il s'agit principalement d'effectuer, en collaboration avec 11 bureaux pays de l'UNICEF, une enquête visant à évaluer les capacités et les potentiels de GC à travers la région.

En Mauritanie, il n'existe pas de stratégie claire dans le domaine de GC/AS dans le secteur de l'AEPHA. Les insuffisances constatées en termes de pratiques de

GC/AS risquent de nuire à la qualité, l'équité et la durabilité des ces services d'AEPHA

RÉSULTATS DE L'EVALUATION EN MAURITANIE

Dans le cadre de l'enquête menée au niveau national, un nombre limité (19) d'entretiens ont été effectués avec différents représentants du secteur de l'AEPHA, au moyen d'un questionnaire. Les résultats ont été validés lors d'une réunion regroupant les parties impliquées, le 15 Décembre 2015, et les recommandations ont été intégrées dans le document final.

PRATIQUES D'APPRENTISSAGE SECTORIELLES

Apprentissage et partage au sein du pays (réseaux, manifestations et visites d'études)

Près de la moitié (47%) des répondants affirment connaître des plateformes de GC/AS ; tandis que 53% n'en ont pas connaissance.

Ces réseaux profitent principalement aux institutions gouvernementales et aux ONGI, alors que les institutions de recherche et le secteur privé ne sont généralement pas membres.

Les réseaux et communautés de pratique les plus cités dans le secteur sont le REPAM et le cluster WASH et très peu d'organisations programment des visites de terrain.

La majorité des répondants ont connaissances des bénéfices de la participation à ces réseaux/plateformes, notamment pour d'acquisition de nouvelles connaissances, d'opportunités pour le personnel, de constitution de contacts et de réseaux.

Fréquence d'interaction des professionnelles avec les acteurs du secteur (0=jamais, 1=rarement, 2=annuel, 3=mensuel, 4=hebdomadaire, 5=quotidien)

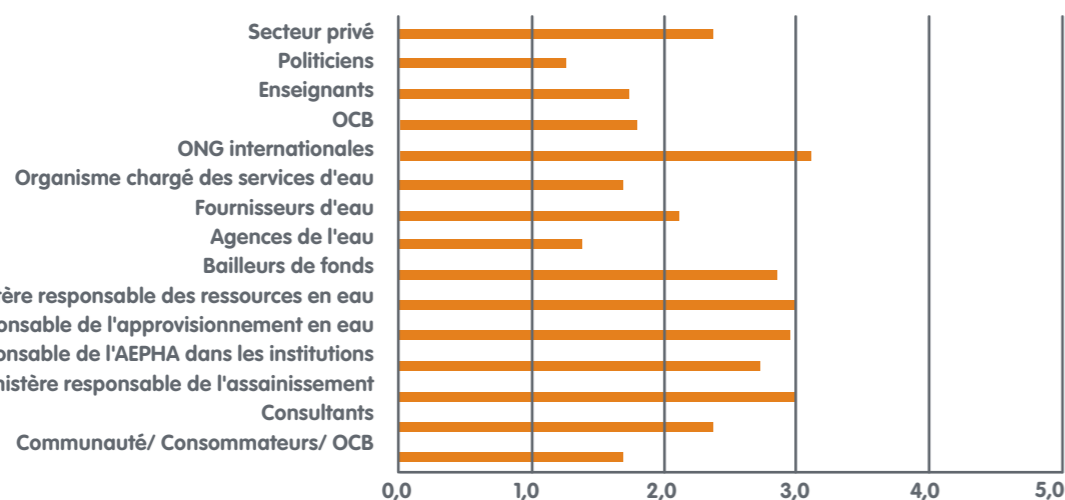


Figure 1: Fréquence d'interaction professionnelles

Apprentissage et partage au niveau régional et international

La participation aux manifestations régionales et globales est limitée (70% des répondants affirment n'y avoir jamais participé); seulement 24% et 18% des répondants affirment participer à des manifestations régionales et mondiales, respectivement.

Les bénéfices d'une participation à ces évènements sont les mêmes que ceux cités pour les réseaux nationaux. La participation à des visites d'étude est cependant plus importante, avec 50% des répondants affirmant y participer. Le Sénégal (53%) et le Burkina Faso (40%) sont clairement privilégiés pour les visites d'études. Le CESAG situé au Sénégal et le 2iE, au Burkina Faso et sont privilégiés ciblés par les ONG nationales et les entités gouvernementales.

Les besoins thématiques en information

Assurer la pérennité est le thème le plus en demande par les répondants, suivi par le thème des services et des technologies d'adduction d'eau. Les thèmes des technologies en général et des sources d'eau sont les thèmes pour lesquels l'information est disponible en quantité suffisante.

Il existe donc une inadéquation entre l'offre et la demande thématique en information. Toutefois pour améliorer la GC/AS en mettant à disposition un répertoire d'information, la BADIHA (Base de données des Infrastructure Hydraulique et d'Assainissement) apparait comme une bonne structure de centralisation des informations/données.

Revue sectorielle conjointe

La connaissance de l'organisation d'un examen sectoriel conjoint (revue sectorielle annuelle) est de 73% (combinaison de 50% - une fois par an, et 17% - occasionnellement).

Bien que le gouvernement soit toujours l'initiateur de l'Examen Sectoriel Conjoint (ESC), tous les types d'organisation à l'exception des ONG nationales et du secteur privé participent à son organisation. Par ailleurs, 67% des répondants contribuent également à sa préparation, (50% toujours et 17% parfois).

D'une manière générale la revue conjointe annuelle du secteur AEPHA semble centrée sur la dissémination/vulgarisation de directives émanant du gouvernement, de législation en rapport avec l'AEPHA et d'autres normes, manuels et procédures.

PRATIQUES DE GESTION DES CONNAISSANCES INDIVIDUELLES ET ORGANISATIONNELLES

L'accès à l'information, aux conditions propices à l'apprentissage et les capacités de gestion des connaissances varient d'une catégorie professionnelle à l'autre.

Quels sont les principaux canaux d'échange d'informations dans le pays?

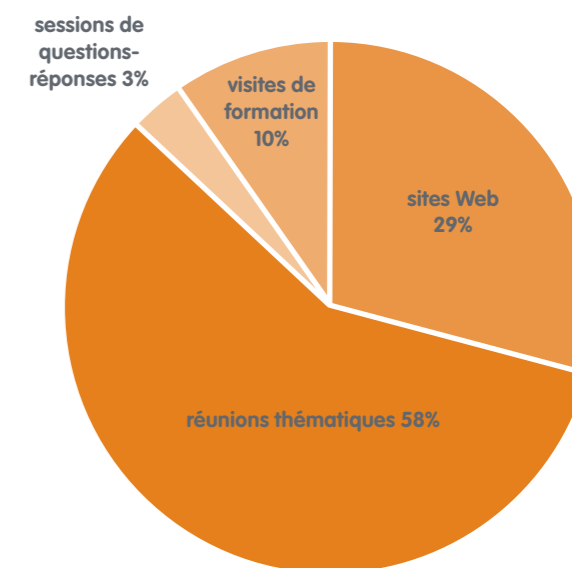


Figure 2: Principaux canaux d'échange d'information dans le pays

Accès aux informations

La fréquence d'interaction entre les acteurs sectoriels est au maximum mensuelle et se fait surtout avec entre la société civile, les consultants et le gouvernement.

Les canaux les plus utilisés pour le partage de connaissances sont les réunions (58%) auxquelles tous les types d'organisations participent et internet (29%). De manière générale, les répondants ont indiqué que les audiences les plus ciblées par le partage d'information sont les bailleurs, le personnel interne, les Ministères et les informations les plus disponibles sont les contacts et les directives.

Par ailleurs, les coordonnées de personnes et d'organisation ainsi que les nouvelles du secteur constituent le type d'information le plus recherché, sur une base mensuelle, par le biais d'Internet, e-mail, téléphone et en face à face, avec une faible utilisation des réseaux sociaux.

Les contacts, les documents sur les politiques, directives, ainsi que les manuels sont les produits disponibles en quantité suffisante, tandis que les résultats de recherches, les études de cas et les vidéos sont les moins disponibles.

Conditions propices au niveau organisationnel

Plus de la moitié des organisations n'ont pas de stratégie de communication ou de Gestion de Connaissances, toutes catégories confondues et près de 60% des répondants ne gèrent pas l'information, n'ont pas de budget dédié à la GC et n'ont pas de personnel qualifié (particulièrement dans le secteur privé).

Du point de vue du type de communication, près de 60% des répondants favorisent le partage interne, au détriment de la recherche.

Il existe par ailleurs une grande diversité au niveau des compétences que les répondants souhaiteraient voir développer.

Capacités de gestion des connaissances

Dans l'ensemble, les répondants ont contribué à au moins un produit d'information et personnellement à la rédaction de textes et à la production de matériel audiovisuel, mais très peu à la publication d'articles Web.

Il existe une grande diversité des compétences que les répondants souhaiteraient développer.

Les compétences en langues, managériales et en formation sont celles qui suscitent le plus d'intérêt auprès des répondants.

Les compétences et équipement pouvant immédiatement améliorer la performance des répondants portent d'abord sur l'acquisition de compétences, puis sur l'équipement informatique, compte tenu du fait que la majorité des organisations offrent des possibilités de formation personnelle.

Recommandations

Il est recommandé d'améliorer la gestion des connaissances en mettant l'accent sur la formation, en développant une stratégie de communication et en favorisant des accords de partenariats entre ONG nationales et ONG Internationales pour assurer un transfert de compétences.

VALIDATION DU RAPPORT: DISCUSSION ET ANALYSE DE LA GCAS

L'atelier de validation pays a porté sur la présentation des résultats de l'enquête faite auprès des acteurs du secteur. L'échantillon des participants n'étant pas statistiquement représentatif, le but était de confirmer ou d'infirmer les résultats de l'enquête. Les principaux résultats sont présentés ci-dessous.

RECOMMANDATIONS ET PLAN D'ACTION

Le renforcement du secteur de la GC et AS en Mauritanie se fera par sur le plan du cadre d'apprentissage au niveau institutionnel, le développement des capacités et la mise en place d'outils d'apprentissage sectoriel.

Mettre en place une plateforme d'apprentissage et créer un site Internet.

Assurer une formation des points focaux en charge de la mise en place de la Gestion de Connaissance dans les organisations.

Mettre en place des outils d'apprentissage sectoriels et vulgariser un manuel de procédures pour actualiser la base de données BADIHA.

Appui à la production d'un guide d'élaboration de la stratégie intersectorielle de gestion de l'information.

REFERENCES

UNICEF Mauritanie, 2016. Rapport Évaluation de la pratique actuelle en Mauritanie (non publié)

Forces	Faiblesses	Opportunités	Risques
Dynamisme du secteur de l'AEPHA	Absence de stratégie de GC/AS	Existence de réseaux/communautés de pratique	Faible adhésion du Gouvernement
Adhésion des acteurs à la démarche GC/AS	Pas de personnel qualifié en matière de GC/AS	Existence de système de collecte et centralisation des données	Non durabilité des interventions
Leadership de l'UNICEF en matière d'AEPHA	Inadéquation entre l'offre et la demande en information	Disponibilité de canaux de diffusion de l'information	Manque de temps alloué à la GS/AS

Figure 3: Tableau FFOM de la pratique GC/AS dans le secteur AEPHA en Mauritanie

À PROPOS DE CETTE NOTE D'INFORMATION

Ce document a été produit par UNICEF Mauritanie en collaboration avec IRC (2016) pour le partenariat UNICEF - IRC gestion des connaissances et l'apprentissage du secteur dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale

Contact

UNICEF Mauritanie

Ilot K Parcelle 146-151, BP 620 Nouakchott, Mauritanie

Abddayem Maaouya, WASH Specialist, mabddayem@unicef.org

Saidou Nourou Tall, WASH Officer, stall@unicef.org

Reseau Eau Potable et Assainissement en Mauritanie (REPAM RESEAU), rrepam@gmail.com

2016